

Fast-fashion : le Maroc n'échappe pas aux pratiques abusives des géants internationaux

LesEco.ma18/01/2023



Le modèle économique du secteur de la mode est-il en train d'atteindre ses limites ? Zoom sur un secteur qui, selon les chiffres de l'Office des changes, a généré plus de 40,867 MMDH de chiffre d'affaires à l'export à fin novembre 2022.

Annulations de commandes soudaines, non règlement ou retard de paiement..., ces pratiques commerciales abusives seraient de plus en plus fréquentes de la part de géants internationaux du prêt-à-porter. Vous avez certainement vu dans la presse internationale que de grandes marques de prêt-à-porter sont actuellement accusées de mal payer leurs fournisseurs au Bangladesh. Quid du Maroc ? Par curiosité, nous nous sommes demandé ce qu'il en était au Maroc, qui, on le souligne, est un acteur important dans l'industrie mondiale du textile et de l'habillement.

Le Royaume est le premier exportateur mondial de vêtements en Afrique et le deuxième en termes d'emplois créés dans le secteur, après l'Afrique du Sud. Il a une place significative dans l'industrie mondiale de la fast-fashion. Le

Royaume est un producteur important de vêtements à bas coûts pour les marques de fast-fashion internationales. Le Maroc est également un lieu de production clé pour les marques de fast-fashion européennes, en raison de sa proximité géographique et de ses coûts de main-d'œuvre compétitifs.

En outre, le Maroc est reconnu pour sa qualité de production, sa flexibilité et sa capacité à s'adapter rapidement aux besoins en constante évolution des marques. Et comme vous pouvez aisément le comprendre, pour un sujet aussi sensible, les patrons préfèrent ne pas parler à découvert dans les affaires et scandales relatifs aux pratiques de négociation de prix des donneurs d'ordre. Cela dit, nous avons pu avoir des éléments pour analyser et mettre en relief la politique de prix des donneurs d'ordre européens vis-à-vis de leurs fournisseurs marocains. «La plupart des textiliens marocains n'hésitent pas à sous-déclarer les heures de travail des salariés auprès de la CNSS, malheureusement, et ceci pour pouvoir être compétitif par rapport aux prix de plus en plus bas exigés par les grandes marques», explique une source proche de l'AMITH.

La menace de ne pas être alimenté en commandes fait plier l'échine à plus d'un !

«Il y a des pratiques de négociation de prix par certains donneurs d'ordre qui opposent les fabricants les uns aux autres», explique un patron. Ainsi, par manque de leadership dans le secteur, certains fabricants suivent les pressions à la baisse des prix et, du coup, c'est tout un secteur qui est tiré vers le bas. Résultat des courses: «À force de se faire prendre dans ce tourbillon, beaucoup de fabricants se retrouvent dans l'impossibilité de payer les charges sociales CNSS et des fois même le paiement du SMIG pour les petites mains qui s'occupent des tâches de manutention et d'emballage ou même des opératrices machine.

Les fabricants n'apportant que la valeur ajoutée confection se retrouvent tout le temps menacé de ne pas être alimentés en commandes. Cette brèche est exploitée par des acheteurs zélés qui demandent des prix de plus en plus bas», explique notre source proche de l'AMITH. Et d'ajouter : «L'objectif de ces acheteurs est de créer un îlot de sourcing à proximité de l'Europe avec des prix du Bangladesh. On peut souvent entendre des histoires d'acheteurs qui menacent le fabricant d'accepter un certain prix trop bas, sinon il ne sera plus alimenté en commandes». Dans un précédent article paru le 16 décembre 2022 dans nos colonnes intitulé «L'Inditex-dépendance vire au cauchemar !», nous expliquions qu'en tant que client principal et incontournable au Maroc, Inditex a pu bénéficier de prix très compétitifs.

La négociation étant au cœur de l'activité commerciale, Inditex a annoncé depuis lors qu'il va privilégier l'anticipation de ses approvisionnements aidés

par une maîtrise des stocks, qu'il peut augmenter pour sécuriser sa supply chain. Ce qui signifie que le géant espagnol n'a désormais plus besoin d'un approvisionnement de proximité. De quoi en rajouter une couche dans la pression exercée sur les textiliens marocains travaillant avec le propriétaire des marques Zara, Zara Home, Stradivarius, Massimo Dutti, Bershka, Pull And Bear, ou encore Oysho.

Jusqu'où peut aller la prédominance du chacun pour soi ?

Alors que la parole commence à se libérer au Bangladesh pour dénoncer ces pratiques, au Maroc, par manque de leadership et avec la prédominance du chacun pour soi, les fabricants se retrouvent isolés et deviennent une proie facile entre les mains des donneurs d'ordre qui les exploitent. Si le Maroc se situe aujourd'hui au niveau des standards internationaux en matière de régulation de l'économie par le jeu de la concurrence libre et celui de la fixation des prix par les règles du marché, la prédominance du chacun pour soi dans les relations commerciales peut être préjudiciable aux sous-traitants locaux. Car cela signifie que les acheteurs sont principalement préoccupés par leur propre bénéfice plutôt que par les conséquences de leurs actions sur les fournisseurs.

Ainsi, les acheteurs zélés qui demandent des prix de plus en plus bas peuvent mettre sous pression les sous-traitants locaux pour qu'ils acceptent des marges de profit de plus en plus faibles ou de longs délais de paiement. Ce qui bien évidemment peut entraîner des difficultés financières pour les sous-traitants locaux, qui peuvent être obligés de réduire les coûts en rognant sur les salaires ou en diminuant les dépenses liées à la qualité ou à la sécurité, ce qui peut à son tour nuire à la qualité des produits qu'ils fournissent.

L'informel se frotte les mains face aux restes de production destinés à l'export !

Aujourd'hui, plusieurs fabricants marocains arrivent à survivre ou à vivoter en se mettant à vendre le reste de leur production non exportée dans le marché local. D'ailleurs, il est courant d'observer un phénomène de boutiques de vêtements portant des étiquettes Zara envahir les quartiers du Maarif, Bourgogne, El Qods et autres, ainsi qu'une activité soutenue dans les réseaux sociaux Facebook, WhatsApp, Telegram spécialisé dans la vente des restes export Zara. Dans cet imbroglio, l'informel prospère en même temps que les exportateurs n'honorent pas leur engagement envers la CNSS et les salariés. Au finish, les grands gagnants sont les marques étrangères qui sèment la zizanie toujours à la recherche du prix le plus bas. Et dans le contexte qui prévaut actuellement, le maintien de l'inflation ne fait qu'empirer la situation.

Demandes de réductions et paiements différés dans un contexte d'inflation galopante

L'étude menée par l'ONG Transform Trade, l'université d'Aberdeen et le Center for Global Development révèle que la majorité des fournisseurs bangladais des marques Inditex, Next, Primark, H&M ou la firme allemande Lidl, Tesco et Aldi, ont déclaré aux chercheurs qu'ils n'ont pas pu répercuter les hausses de prix résultants de l'augmentation des coûts de matières premières et de production liée à la pandémie de Covid-19. Selon le rapport, ces marques auraient annulé environ 30% de leurs commandes et ont également demandé des réductions ou des paiements différés. Gap, Walmart et C&A font aussi partie de cette liste, mais dans une moindre mesure.

La hausse du SMIG ne serait pas du goût de tous !

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant qu'au Maroc certains textiliens trouvent excessif le SMIG et les charges sociales associées. Rappelons qu'avant septembre 2022, le SMIG mensuel au Maroc était de 2.828,71 DH pour un volume horaire mensuel de 191, des cotisations patronales CNSS de 480,31 DH et des cotisations patronales AMO de 116,26 DH. Ce qui débouchait sur un salaire net à payer de 2.638,05 DH. Depuis septembre 2022, celui-ci est passé à 2.970,05 DH, les cotisations patronales CNSS à 504,31 DH et les cotisations patronales AMO à 122,07 DH, pour 191 heures et un net à payer de 2.769,87 DH. Suite à l'accord du dialogue social de l'été dernier, les choses ne se sont pas arrêtées en si bon chemin, puisqu'à partir de septembre 2023, le SMIG mensuel devrait passer à 3.111,39 DH, les cotisations patronales CNSS à 528,31 DH et les cotisations patronales AMO à 127,89 DH, pour 191 heures et un salaire net à payer de 2.901,68 DH.

Vous avez dit chape de plomb ! ?

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les patrons préfèrent ne pas parler ouvertement à la presse dans les affaires et scandales relatifs aux pratiques de négociation avec les donneurs d'ordre. Tout d'abord, les patrons peuvent craindre les conséquences juridiques et les poursuites en cas de révélations de pratiques illégales ou non éthiques. En outre, ils redoutent que les révélations ne nuisent à la réputation et à l'image de leur entreprise, entraînant une perte de confiance des clients, des actionnaires et du public en général. Les patrons peuvent aussi craindre que les révélations ne provoquent des réactions négatives de la part des employés, des partenaires commerciaux... Les révélations peuvent également entraîner des répercussions économiques pour l'entreprise, notamment des pertes financières et des coûts de mise en conformité. Tous ces éléments combinés expliquent pourquoi les déclarations que nous avons recueillies n'indiquent pas le nom des sources.

Des pratiques «inéquitables» qui ont été observées chez 1.000 usines ou producteurs

D'après une récente étude menée par l'ONG britannique Transform Trade, en collaboration avec l'université écossaise d'Aberdeen et le Center for Global

Development, entre mars 2020 et décembre 2021, plusieurs géants internationaux des vêtements, comme H & M, Zara ou Primark, se sont adonné à ces pratiques commerciales abusives envers plusieurs de leurs sous-traitants. Des pratiques «inévitables» qui ont été observées chez 1.000 usines ou producteurs bangladais de vêtements.

Selon cette étude, ces abus se sont aggravés pendant la pandémie de Covid-19 et continuent à se produire actuellement. Et vu qu'en règle générale, la dénonciation d'un scandale pousse d'autres victimes à parler, la vague est en train de prendre une ampleur mondiale. Des marques comme Adidas se voient aussi indexées, accusées de rechercher délibérément les coûts de production les plus bas pour tirer le meilleur parti de leurs produits. Plusieurs ONG dénoncent le fait que les travailleurs qui fabriquent des produits Adidas sont payés en dessous du seuil de pauvreté. Au Myanmar, par exemple, Adidas n'a pas encore pris de mesures pour soutenir les travailleurs de l'usine de chaussures Pou Chen, où 26 personnes ont été licenciées pour avoir mené une grève pour des salaires plus élevés.

Contacté par Les Inspirations Éco, un analyste voit à travers ces mouvements, le fait que « le modèle économique du secteur de la mode est en train d'atteindre ses limites ». Pour lui, «la tendance est que les salariés du secteur du textile et habillement ou du fast fashion vont commencer à demander dorénavant un salaire vital plutôt qu'un salaire minimum qui aujourd'hui ne couvre plus leurs besoins primaires».

Modeste Kouamé / Les Inspirations ÉCO